

SOMMAIRE

Présentation : DES DIEUX, DES LOUPS & DES ECHANGES Renouveau en anthropologie ?	3
Le vocabulaire des échanges dans quatre sociétés Par C. Barraud, D. de Coppet, A. Iteanu, R. Jamous	11
La monnaie avant la monnaie Par J.M. Servet	32
Loups, sorciers et drogues. Le complexe narcotique de l'Europe ancienne Par M. Le Court	87
Le besoin, la dette Par L. Baslé	119
<hr/>	
L'équivoque vichyssoise (suite) Par P. Bitoun	127
De l'anti-développement Par A. Insel	149
Un étrange procédé du CNRS	159
<hr/>	

Ce fichier constitue la version numérique du *Bulletin du MAUSS* n° 14.
Numérisation réalisée en 2013 par INGED, L'Ingénierie éditoriale,
76840 Hénouville, avec le concours du Centre national du Livre (CNL).
ISBN numérique : 978-2-914819-16-1



Édition originale : juin 1985
Dépôt légal : N° 48 612
N° d'inscription à la commission paritaire : 64 558
ISSN : 0294-4278

PRÉSENTATION

**DES DIEUX, DES LOUPS, DES MORTS ET DES ÉCHANGES.
DU NOUVEAU EN ANTHROPOLOGIE ?**

L'anthropologie ne saurait être la propriété exclusive des seules anthropologues. Toutes les sciences sociales s'adosent nécessairement, implicitement ou explicitement, qu'elles le désirent ou non, à des anthropologies, c'est-à-dire à des représentations de la « nature » ou de la non-nature de l'Homme, étant entendu que cette nature n'est nullement naturelle puisque toujours socialisée. Ces interprétations anthropologiques constituent pour les sciences sociales à la fois le moyen et le but de l'analyse. Expliquer, dans les sciences sociales, par-delà toutes les sophistications formalisatrices qu'on voudra et contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas tant éclairer les faits à la lumière de la théorie que mettre à l'épreuve des faits des schémas théoriques. Et ceux-ci, en dernière instance, ne font jamais que développer les implications de telle ou telle interprétation anthropologique. Réciproquement, et du point de vue de la pensée, toute l'activité développée par les sciences sociales ne mériterait pas une seconde de peine si elle n'alimentait pas l'espoir de déboucher sur une anthropologie mieux fondée, sur une perception un peu moins obscure de ce que nous sommes ou de ce que nous ne sommes pas. Une des principales motivations et raisons d'être du MAUSS réside dans le constat de la naïveté stérile de l'anthropologie qui domine dans l'ensemble des sciences sociales et que l'étiquette d'« utilitariste », entendue au sens large, ne caractérise pas trop mal. Aussi longtemps, pensons-nous, que les sciences sociales ne se mettront pas en position de discuter consciemment et systématiquement le paradigme anthropologique sur la base duquel elles se déploient, elles se voueront à l'impuissance théorique et pratique. Dans cette bien nécessaire tâche d'élucidation, l'anthropologie des anthropologues professionnels n'a sans doute et malheureusement

pas joué tout le rôle qui lui revient. Le fonctionnalisme, qui a régné en maître sur la discipline durant des décennies, n'était au fond que la pure et simple transposition du modèle utilitariste dominant en économie et ailleurs. De même que les économistes « expliquent » les pratiques des individus par leurs « besoins », de même le fonctionnalisme, malgré certaines fulgurances, celle de B. Malinowski par exemple, prétendait expliquer les institutions sociales par les besoins collectifs (les fonctions) qu'elles satisfont. L'explication fonctionnaliste apparaît ainsi comme une sorte de généralisation, de socialisation, de la tautologie constitutive de l'économie politique. La discussion du structuralisme, quant à lui, exigerait de nombreux développements. Contentons-nous de noter qu'en dépit des séductions qu'il exerce, il n'a guère permis de nouer un véritable débat avec la sociologie, l'histoire ou l'économie politique. Peut-être en raison d'une sorte de hiératisme figé et abstrait en début de son esthétisme et du côté par trop intemporel et indéterminé de son universalisme. Quoi qu'il en soit, constatant que le débat interdisciplinaire est encore tari ces dernières années pour confiner vers zéro et que, du coup, chaque discipline considérée isolément, à se replier sur la seule discussion spécialisée entre ces professionnels, ne survit plus que de byzantinismes de plus en plus dépourvus d'enjeux.

Frémissement ? Signe d'un renouveau qui s'ébauche comme le laisse entendre notre titre ? Titre trop prétentieux sans doute. Mais avouons que nous sommes particulièrement contents de ce numéro du Bulletin. Chacun des articles présentés y traite de notions et de problèmes qui concernent plusieurs disciplines des sciences sociales ne serait-ce que parce qu'ils renvoient à de véritables enjeux de pensée. C'est le cas tout d'abord d'un long texte de **Cécile Barraud, Daniel de Coppet, André Iteanu et Raymond Jammous**, disciples de Louis Dumont, dont nous avons extrait l'introduction générale. Ce texte est remarquable à plus d'un titre. C'est la première fois, à notre connaissance, que quatre ethnologues travaillant sur des

terrains absolument différents (deux sociétés mélanésiennes, une société indonésienne, une société du Rif marocain) entreprennent une comparaison systématique de leur matériel dans les termes d'une problématique et d'une démarche communes, et autrement que par simple juxtaposition d'articles. Comparaison d'autant plus méritoire qu'elle est épistémologiquement exigeante et qu'elle n'ignore pas les risques de sa propre illégitimité. Comment être sûr, en effet, que les « objets » comparés (institutions, pratiques, croyances) ne soient pas en fait dénués de tout rapport entre eux sauf du point de vue de nos propres catégories, elles-mêmes non pertinentes par rapport à la réalité « indigène » ? Soupçon nécessaire puisque, en toute rigueur, chacun des « objets » soumis à la comparaison n'est concrètement définissable que par la place qu'il occupe, le rôle qu'il remplit, au sein d'une totalité sociale déterminée. Mais en rester à ces remarques, s'interdire toute traduction et toute comparaison, reviendrait à signifier l'arrêt de mort de l'ethnologie. Le recours à la multiplication des monographies, clause sur les sociétés particulières étudiées, ne résoudrait rien à l'obstacle épistémologique signalé puisque, d'une part, ces monographies monadiques ne pourraient pas contribuer à la cumulativité du savoir et puisque d'autre part, tout travail monographique, du seul fait qu'il s'exprime dans notre langue, dans l'espace de nos catégories, est déjà travail comparatiste, comparaison et implicite entre la société étudiée et la nôtre. La solution adoptée par nos quatre auteurs est tout à fait originale et riche d'implications multiples. Elle assume (comment faire autrement ?) le risque de limiter l'inadéquation probable de nos catégories et découpages en se demandant comment les sociétés observées pensent, nomment et agissent ce que nous mettons sous ses étiquettes et découpages. Mais ceci sans présupposer, bien sûr, une quelconque identité et homogénéité des pratiques répertoriées, ni entre elles ni avec les nôtres. Pour pallier l'inéluctable biais produit par le placage sur une réalité étrangère des questions posées par l'observateur comparatiste, ces pratiques sont en même temps et immédiatement restituées dans le cadre des totalités propres à chaque société. Si bien que la comparaison ne porte pas

seulement sur des pratiques ou institutions particulières (celles que construit notre regard) mais aussi sur des sociétés globales. Là où le comparativisme courant et spontanée mais directement en série des objets particuliers (à peu près selon la formule objet 1 égal ou différent objet 2 égal ou différent... objet N) le comparativisme sophistiqué ici mis en œuvre met en relation des objets à chaque fois recontextualisés dans

des totalités concrètes (à peu près selon la formule $\frac{\text{objet 1}}{\text{société 1}}$
 = ou $\neq \frac{\text{obj. 2}}{\text{soc. 2}}$ = ou $\neq \frac{\text{obj. n}}{\text{soc. n}}$). Ce qui suffit à faire voler en

éclats l'illusion de l'identité substantielle et naturelle de ces objets sans pourtant interdire la comparaison. Cette démarche est d'autant plus intéressante par les lecteurs du MAUSS qu'elle s'applique ici au vocabulaire et à la pratique des échanges et qu'elle constitue, selon nous, la contribution la plus importante, depuis M. Mauss et C. Lévi-Strauss, à la discussion sur la question de savoir dans quelle mesure la notion d'échange peut être considérée comme une des catégories centrales, parce qu'universalisables, de l'anthropologie. Laissons le lecteur se former sa propre religion sur ce point. Une remarque, cependant. Nos auteurs désignent par « échanges », « toutes les activités au cours desquels on voit circuler quelque chose ». N'est-ce pas là risquer de prêter à confusion et ne conviendrait-il pas de distinguer entre une catégorie plus générale celle de circulation, et une catégorie plus particulière, celle d'échange, celle-ci restant par ailleurs à définir et à distinguer de l'échange marchand, celui qu'analysent les économistes ?

Jean-Michel Servet est économiste, justement. Quand on connaît la fermeté sur elle-même de sa discipline et l'empressement qu'elle met à écarter toute interrogation sur ces fondements anthropologiques, il est évident qu'il n'en a eu que plus de mérite à être devenu un des meilleurs connaisseurs français du domaine de l'anthropologie économique. Sur la question de la nature de la monnaie primitive et de l'origine de la monnaie, notamment, on ne voit pas ce que pourrait rivaliser, en français, avec sa Thèse de doctorat ès sciences économiques dont nous présentons ici un chapitre. Daniel de Coppet, étudiant les échanges

(ou la circulation ?) Chez les Are-Are croit légitime d'utiliser le terme de « monnaie » pour désigner les objets privilégiés de la circulation, au risque d'accréditer, comme son gré, les lectures évolutionnistes chères aux économistes. J. M. Servet, pour sa part, préfère parler de « paléomonnaies » pour désigner les mêmes objets en marquant à la fois, contre l'évolutionnisme naïf, qui ne sont pas comparables à nos monnaies modernes, mais aussi, en une sorte de néoévolutionnisme, que ce n'est pas par hasard qu'ils serviront de supports à l'émergence de celles-ci. Le débat mériterait d'être approfondi de même que mérite discussion la thèse selon laquelle ces paléomonnaies constituent les instruments privilégiés du pouvoir sauvage. Comment penser ce pouvoir, cette domination qui passe par « l'autoexploitation des dominants » ? De même, la critique de P. Clastres par Servet est-elle suffisamment argumentée ? Remarquons qu'elle s'appuie presque exclusivement sur des données océaniques alors que les thèses de Clastres s'étaient appuyées sur des observations amérindiennes. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : la monnaie est une baisse des institutions centrales, matricielles, des sociétés modernes. Nous ne parviendrons pas à une compréhension claire de la nature de ces dernières tant que nous ne percevons pas avec une précision suffisante en quoi la monnaie moderne diffère des monnaies ou des non-monnaies archaïques et traditionnelles. Mais dans quel sens convient-il de raisonner ? Est-ce l'anatomie de l'Homme qui constitue la clé de l'anatomie du singe, ou l'inverse ? Les travaux des ethnologues, ceux de J. M. Servet, montrent suffisamment que la première hypothèse ne tient pas puisque la « monnaie » primitive n'est en aucune manière le support d'un échange économique, mais bien plutôt celui d'un échange proprement social. Reste à tirer les implications de ce fait et à nous demander, en raisonnant en sens inverse, ce que l'échange économique moderne conserve de social et ce que la connaissance du premier nous apprend sur le second ?

Avec le texte de Marc Le Court, dont nous publions ici la première partie, c'est un tout autre type d'échange qu'il s'agit.

De ces échanges, de ces changes, de ses métamorphoses des hommes en dieux, en loups ou en sorciers dont nous parlent toutes les mythologies. La thèse de M. Le Court est que l'instrument privilégié de ses métamorphoses (l'analogie, en un sens, de la monnaie) est constitué par les modificateurs de conscience, les hallucinogènes. Cette thèse, apparemment, dérange. Au moins si l'on en juge par le destin étrange qui est celui de M. Le Court et qui semble s'opposer à sa métamorphose de chercheur, travaillant sur le sujet depuis une vingtaine d'années de façon solitaire, hors de toute reconnaissance institutionnelle et professionnelle, en un docteur de 3e cycle dûment habilité par l'État. M. le Court devait soutenir sa thèse, il y a quelques mois, à Paris IV. Le jury était constitué, la date arrêtée. La défaillance inopinée d'un des membres du jury, retenu par des raisons graves indépendantes de sa volonté, conduisit le directeur de thèse à solliciter la participation au jury d'un, puis de deux (le premier exigeant la présence de l'autre) professeurs de Paris IV. Ceux-ci acceptèrent puis, quelques jours plus tard, firent savoir à M. le Court qu'il était exclu, à tout jamais, qu'il soutienne cette thèse à Paris IV, « » en raison de fautes graves et de manque de rigueur scientifique ». Étonnant procédé qui représente un désaveu du directeur de thèse et du membre défaillant du jury, pourtant fort honorablement connus. Pourquoi ne pas faire part des critiques scientifiques lors de la soutenance, quitte à refuser d'accorder les mentions les plus prestigieuses, voir le diplôme lui-même, si le candidat se révélait effectivement incapable de plaider sa cause ? Un éreintement discret et imparable était-il préférable à une discussion publique ? On imagine le désarroi du candidat qui, depuis, fait lire sa thèse au plus grand nombre de gens possible pour savoir si, de fait, elle manque à tous les canons de la rigueur scientifique. C'est dans cet état d'esprit qu'il a pris contact avec le MAUSS. Rassurons-le tout de suite. Quoique nous ne soyons nullement spécialistes du sujet, il semble possible de l'assurer que si cette thèse n'est pas recevable est admissible à soutenance, alors il conviendrait de réduire le nombre de docteurs de 3e cycle dans des proportions alarmantes. Là encore, il convient de laisser le lecteur seul juge.

Mais, pour l'inciter à lire ce texte, composé avec des matériaux préparatoires à la thèse, il convient d'ajouter qu'indépendamment des circonstances surprenantes qui l'entourent, il est en outre très passionnant parce qu'il relie trois domaines habituellement rigoureusement disjoints, apportant ainsi un éclairage neuf et fécond sur chacun d'entre eux : le domaine des mythologies indo-européennes, celui de la sorcellerie du Moyen-Âge, celui, enfin, des modificateurs de conscience. Il est probable, suggère Marc le Court, que les substances sacrées que mentionnent toutes les mythologies indo-européennes, les « nourritures des dieux », consistent en modificateurs de conscience. Les substances interviennent, entre autres et notamment, dans la thématique du loup (le loup-garou) que M. Le Court traque à travers les mythes germaniques, celtes, grecs, scandinaves, indo-iranien, et qui semble renvoyer aux confréries de jeunes guerriers, typiques de l'univers indo-européen. Comment se transformer en loup, en animaux divers, en des presque dieux ? Comment, autrement dit, être sorcier ? C'est là que l'approche de Marc le Court renouvelle considérablement toute la réflexion sur la sorcellerie médiévale, en suggérant 1) qu'elle réactualise tout le fonds mythologique indo-européen ; 2) qu'il implique l'utilisation des modificateurs de conscience. *Se non è véro, è bene trovato !* Et, si c'est vrai, voilà de quoi remanier de fond en comble tout un ensemble d'interprétations couramment admises. Ce qui n'est sans doute pas sans expliquer certaines résistances de la Sorbonne.

Cette partie, consacrée à l'anthropologie, se termine sur l'article, court mais substantiel, d'un autre économiste, **Louis Baslé**¹, qui interroge la notion fétiche des économistes, celle de besoin et en propose une réinterprétation stimulante, dans le sillage de Marcel Mauss, en termes de réciprocité et de dette.

1. Nous remercions Jacques Beaucherd de nous avoir autorisés à reproduire cet article paru dans *Actions et Recherches Sociales*, n° 4, décembre 1984.

Pierre Bitoun, quant à lui, poursuit son exploration de l'imaginaire pétainiste. Cette exploration rejoint l'anthropologie par un détour inattendu et lourd d'implications et questions multiples. Celle, en particulier, de savoir ce qui différencie les sociétés « holistes » des ethnologues de cette sorte de holisme hiérarchique et organiciste que Pétain, au fond, visait à réinstaurer ? Celle, aussi, de savoir comment ce holisme paradoxal a débouché sur son apparente antithèse, ce que représente l'individualisme économiciste et égalitaire de la société contemporaine ?

Ahmet Insel renoue les fils de la discussion, déjà amorcée au sein du MAUSS, la question du sous-développement. Il esquisse une critique inédite des critiques de la notion de développement. Non pour réhabiliter, bien sûr, l'économiste des théories et visions classiques, mais pour suggérer que la critique du développement chez les autres, ceux du Tiers-Monde, n'a de chance de gagner quelque effectivité que si elle s'articule à une critique, si possible développement chez nous. Débat à suivre.

Nous publions, pour finir, un échange de correspondance instructif avec la Direction des Publications du CNRS auquel nous avons demandé une subvention pour le MAUSS. D'où il ressort, au minimum, que tout n'est pas limpide dans le mécanisme des prises de décisions scientifiques et financières de cet auguste organisme.

A.C.

P. S. Nous comptons convoquer vers la mi-octobre 85 une assemblée générale du MAUSS pour faire le point sur 4 années de fonctionnement et discuter des perspectives souhaitables. Celles, notamment, de l'organisation d'un colloque et de réunions régulières ouvertes à toutes les bonnes volontés. Toutes les précisions utiles seront données dans le n° 15, à paraître en septembre.